

# Entreprises et territoires à l'épreuve de la démondialisation

## *Companies and territories faced with the challenge of deglobalization*

**François Bost**

Professeur de géographie, Université de Reims-Champagne-Ardenne, laboratoire Habiter (EA 2076)

**Frédéric Leriche**

Professeur de géographie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, laboratoire CEMOTEV (EA 4457)

### Résumé

Cet article présente le dossier thématique des *Annales de géographie* consacré aux nouvelles relations que les entreprises et les territoires développent face aux conséquences de la démondialisation. Le terme de « mondialisation » ne présente plus de problèmes de définition en géographie économique. En revanche, cela n'est pas encore le cas de la « démondialisation », dont l'usage reste controversé, d'autant que sa signification a beaucoup évolué en quelques années seulement. Il désigne essentiellement aujourd'hui une phase spécifique de la mondialisation contemporaine, celle de « la crise de la mondialisation ». Un schéma inédit permet de clarifier la place respective de la mondialisation et de la démondialisation dans la dynamique économique du monde contemporain. Celle-ci se caractérise par deux mouvements concomitants, mais de sens opposé : le premier encourage les processus d'ouverture au monde (mondialisation) ; le second prône davantage le *statu quo*, le repli sur soi et la fermeture au monde. Entreprises et territoires figurent en première ligne face à cette dualité. Devant la montée des incertitudes, ils se singularisent par la recherche de solutions innovantes pour résister aux effets des crises multiformes.

### Abstract

*This article presents this thematic issue of the Annals of geography, dealing with the new relations that companies and territories develop in facing the consequences of deglobalization. Although the notion of "globalization" does not pose any particular problems of definition in economic geography. This is not the case for "deglobalization", whose use is still controversial. It denotes essentially a specific phase of contemporary globalization, the "crisis of globalization." A new diagram helps to clarify the respective places of globalization and deglobalization in the economic dynamics of the contemporary world. It is characterized by two simultaneous movements, but in opposite directions : the first promotes the process of opening up to the world (globalization) ; the second advocates more the status quo, i.e. retrenchment and closing-off from the world. Companies and territories are on the front line of this duality. In the face of rising uncertainties, in the end, companies and territories are eagerly in search of solutions to withstand the effects of the crisis.*

**Mots-clés** mondialisation, démondialisation, stratégies d'entreprises, crises et mutations

**Keywords** globalization, deglobalization, business strategies, crises and changes

Depuis le début de la décennie 2000, la mondialisation de l'économie est porteuse de très nombreuses incertitudes quant à son évolution, au point que la « mondialisation triomphante » des années 1980-1990 n'apparaît plus que comme un lointain souvenir. La crise financière et économique mondiale, apparue aux États-Unis en juillet 2007 à la faveur de la crise des *subprimes* (dont les effets sont encore clairement perceptibles dans de nombreux pays développés et en développement), en a encore exacerbé l'ampleur.

Assisterait-on « aux premiers craquements d'un système à bout de souffle » (Jean, 2017), de même qu'à la concrétisation d'un phénomène de « démondialisation » annoncé par le courant altermondialiste depuis le début des années 2000 ? De nombreux observateurs et spécialistes n'hésitent plus à ajouter leur voix à ces interrogations en parlant ouvertement de « crise de la mondialisation » (Cohen, 2013 ; Lorenzi, 2014) pour dénommer ce nouveau contexte d'incertitudes géoéconomiques, marqué par les crises économiques à répétition, la désindustrialisation des pays développés et tout particulièrement de la France (qui serait pour partie liée aux effets négatifs de la mondialisation), la montée ou le maintien à un niveau très élevé du chômage et/ou du sous-emploi, ou encore l'explosion des inégalités de toutes sortes (Rodrik 1997, 2011 ; Piketty, 2013). Cette situation est en effet porteuse de tensions très fortes, voire de conflits ouverts entre les États, qui se doublent aussi de risques géopolitiques majeurs (Hammes, 2018 ; Bost et Rosière, 2018) et à portée mondiale (crises migratoires, effets du dérèglement climatique, montée du terrorisme, remilitarisation des États), le tout à contre-courant des dynamiques d'ouverture et d'intégration économique jusque-là initiées par la mondialisation.

Le détricotage<sup>1</sup> – à géométrie cependant très variable – des principaux facteurs d'ouverture ayant accompagné la mondialisation de l'économie (financiarisation de l'économie, diffusion planétaire du capitalisme et de l'économie de marché, libéralisation des structures) paraît en effet à certains égards lancé, à l'instar de la montée des mesures protectionnistes et de leurs vagues de rétorsion en matière commerciale (ce qui est notoirement le cas des États-Unis et de la Chine depuis 2017). Qui plus est, la victoire du Brexit au Royaume-Uni en 2016, l'arrivée au pouvoir du président américain Donald Trump en janvier 2017, les difficultés institutionnelles de l'Union européenne, ou encore la montée des mouvements populistes et sécessionnistes en Europe (notamment en Italie, en Autriche ou encore en Hongrie) nourrissent les inquiétudes sur l'avenir. Jamais la presse internationale n'a d'ailleurs autant titré sur les « menaces » pesant sur la mondialisation de l'économie, ou sur les « coups d'arrêts » à répétition portés à son déploiement. Ceux-ci seraient en effet annonciateurs d'un possible processus de « fermeture » plus généralisé, marqué par le repli des pays sur eux-mêmes (ou sur leur zone d'intégration régionale), la montée des protectionnismes de tous ordres, ou encore le retour des barrières et des frontières là où elles avaient disparu.

---

1 Philippe Moreau Defarges parle pour sa part de « démontage » et de « dislocation » (Moreau Defarges, 2018, 184).

Une telle situation laisse paraître de troublantes similitudes avec la situation de l'ordre économique et politique mondial tel qu'il se construisait dans les années 1930, alimentant *in fine* de nombreuses inquiétudes.

Afin de mieux cerner les contours et les conséquences de ces bouleversements actuels sur les stratégies des entreprises et leurs relations avec les territoires, revenons sur les termes de « mondialisation » et de « démondialisation » ainsi que sur leurs dynamiques respectives, sachant que la difficulté de l'exercice reste celle du manque de recul par rapport à des phénomènes qui doivent être pensés en même temps qu'ils se produisent (Lévy, 2007).

## 1 « La fin de la mondialisation » n'est pas encore pour demain

### 1.1 Une définition relativement consensuelle de la mondialisation

Chez les géographes francophones, un certain consensus semble s'être opéré autour de la définition simple et concise de la mondialisation de l'économie proposée dès 2002 par Laurent Carroué et qui est sans conteste la plus fréquemment citée : « processus géo-historique multiséculaire d'extension progressive du capitalisme dans l'espace géographique mondial » (Carroué, 2002, 4.). Son intérêt est de mettre l'accent sur la diffusion à l'échelle planétaire du régime économique et social dominant : le capitalisme. Depuis l'effondrement en 1990 du bloc communiste dans l'ex-Europe de l'Est et de son système d'économie planifiée (et donc de l'alternative politique que représentait le socialisme), le principal clivage géopolitique qui opposait l'Est et l'Ouest a en effet disparu. Le ralliement de l'ex-Europe de l'Est à l'économie de marché s'est d'ailleurs rapidement concrétisé par l'entrée des pays satellites de l'ex-URSS dans l'Union européenne entre mai 2004 et janvier 2007<sup>2</sup>. Là où se maintiennent encore des régimes communistes, l'introduction contrôlée du capitalisme (principalement en Chine à partir de 1978 et au Viêt-Nam à partir de 1986) est aussi devenue une réalité et un véritable paradoxe. La Chine est d'ailleurs devenue en 2009 le premier pays exportateur de la planète, après être passée successivement devant les États-Unis et l'Allemagne. Jamais le monde n'a donc paru aussi unifié par l'économie de marché, ce qui a contribué à l'image du capitalisme sans frontières. Pour cette raison, la spectaculaire extension planétaire du capitalisme constitue l'un des événements les plus importants de l'histoire économique du XX<sup>e</sup> siècle (Bost, 2012).

La définition donnée par L. Carroué renvoie explicitement au capitalisme globalisé, dont le fondement est la défense d'une concurrence libre et non faussée. Les grands organes de régulation internationaux comme l'OMC s'en sont fait le

---

2 En 2004 : Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie et Slovénie ; en 2007 : Bulgarie et Roumanie ; enfin en 2013 : Croatie.

relais actif, principalement en œuvrant pour la baisse des droits de douane<sup>3</sup> et des obstacles de tous ordres à la circulation des biens et des capitaux. Ce capitalisme globalisé est lui-même partie prenante de l'« économie globale », que Jacques Fontanel définit comme « une économie dans laquelle les facteurs de production (ressources naturelles, capital, technologie, travail), aussi bien que les biens et les services sont disponibles dans l'ensemble du monde » (Fontanel, 2015, 318).

En présentant la mondialisation comme un « processus » (comme le suggère le suffixe « tion ») et non comme un état, L. Carroué entend rappeler que la mondialisation est inachevable par nature. Cependant, sa trajectoire n'est pas linéaire. Elle s'accompagne inévitablement de nombreux soubresauts tout au long de son déroulement historique : flux et reflux, mais aussi pulsions, hésitations, bifurcations, sans oublier une certaine part de hasard (Gataloup, 2007).

Ce processus est aussi « géo-historique », donc indéfectiblement lié à l'espace et au temps, sans que l'on puisse hiérarchiser les apports de ces deux dimensions. La mondialisation est enfin un phénomène à entendre à l'échelle du Monde, confortant l'idée de la pertinence du niveau scalaire planétaire, ce qui n'était pas si évident encore en économie et en géographie jusque dans les années 1980. Jacques Lévy ne dit pas autre chose lorsqu'il écrit que la mondialisation est un « événement historique à contenu géographique qui a pour effet l'émergence d'un espace pertinent à l'échelle planétaire » [...]. Elle est « d'abord un changement d'échelle : on peut la définir comme l'invention d'un espace d'échelle mondiale à partir des espaces préexistants d'échelle inférieure » (Lévy, 2008, 6).

L'approche des géographes français qui étudient la mondialisation dans sa dimension économique s'inscrit dans le droit fil des travaux des historiens de l'histoire globale initiés par Fernand Braudel, Immanuel Wallerstein, ou encore Paul Bairoch, qui décrivent le déploiement par étapes d'un système géoéconomique à l'échelle du monde (en fait principalement à des échelles régionales larges) depuis l'avènement du capitalisme marchand et les Grandes Découvertes du XV<sup>e</sup> siècle. La période contemporaine (1980- ) ne serait rien moins que la tentative de fusion des différentes « économies-mondes » (pour reprendre le terme développé par F. Braudel<sup>4</sup> et repris par I. Wallerstein), élaborées au fil des siècles et incarnées désormais par les zones d'intégration régionales, en une seule et même économie-monde animée par les principes de l'intégration et de l'interdépendance des États, des espaces et des territoires, même si cela reste encore à géométrie variable (Bost, 2012).

Si aucune nouvelle définition n'est encore venue se substituer à celle proposée en géographie économique par L. Carroué, le phénomène désormais décrit sous

---

3 Ceux-ci sont passés de 40 % à 3,9 % en moyenne entre 1944 et 2001 pour les produits manufacturés. Depuis l'échec du cycle de Doha (lancé par l'OMC à partir de 2001), cette proportion est restée à peu près identique.

4 Défini comme « l'économie d'une portion de la planète, dans la mesure où elle forme un tout économique » : la Méditerranée dans l'Antiquité, la mer du Nord à l'époque de la Hanse, etc. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, tome III (*Le temps du monde*), Paris, Armand Colin, 1976, p. 34 et suiv.

le nom de « démondialisation<sup>5</sup> » est-il néanmoins de nature à en faire évoluer les contours ? Celui-ci annonce-t-il la « fin de la mondialisation » ?

## 1.2 La mondialisation au prisme de l'hypothèse de sa réversibilité

En effet, depuis plusieurs années, l'hypothèse de la « réversibilité » de la mondialisation a fait son apparition dans les débats, en première approximation dans le sens d'un « coup d'arrêt » porté à son déploiement planétaire (Sapir, 2011), du « retour en arrière » (sans qu'il y ait d'accord sur le « jusqu'où ? ») et surtout de la « fermeture » (repli des pays sur eux-mêmes, montée des protectionnismes douaniers, retour des barrières frontalières). La démondialisation s'oppose en effet au phénomène généralisé d'ouverture sous-tendu implicitement par les notions d'intégration et d'interdépendance qui sont consubstantielles à la mondialisation. Certains observateurs n'hésitent plus d'ailleurs à franchir le pas en évoquant même « le début de la fin de la mondialisation »<sup>6</sup>, voire celui du capitalisme lui-même... Pour autant, la prudence est de mise, car de très nombreux arguments permettent de penser que la fin de la mondialisation ne reste encore qu'une hypothèse.

La démondialisation interroge en premier lieu la diffusion spatiale et l'approfondissement organisationnel de la mondialisation, donc sa dynamique sur le temps long, et tout particulièrement l'idée de son « irréversibilité ». Or, la dimension historique de la mondialisation reste incontestablement l'un des principaux maillons faibles du discours des tenants de la démondialisation. Ces derniers se limitent en effet le plus souvent à l'analyse de l'évolution d'indicateurs économiques très récents, comme celui des échanges commerciaux de marchandises, alors que la prise en compte de l'historicité du processus est pleinement intégrée dans la réflexion sur la mondialisation depuis de nombreuses années. Selon les périodes et les régions du monde, la mondialisation a en effet connu des phases d'essor vigoureux (développement du capitalisme marchand et Grandes Découvertes à partir de la Renaissance ; Révolution industrielle des XVIII<sup>e</sup> et

5 Ce terme n'est que la traduction du terme de « deglobalization » en anglais des États-Unis (« *deglobalization* » en anglais du Royaume-Uni), en cohérence avec le choix du terme de « mondialisation » par la langue française.

6 Cas du mensuel *Alternatives économiques* qui titrait en juin 2011 : « *Mondialisation, le début de la fin ?* ». La rédaction a montré néanmoins subtilement sa prudence par l'emploi du point d'interrogation, mais aussi d'un sous-titre explicite : « Sous l'effet de la crise, la mondialisation a marqué le pas et son bilan est sérieusement revu à la baisse. Mais la démondialisation est-elle la solution ? Débat ». Signe de l'évolution des perceptions, ce même mensuel ne s'embarrasse plus désormais du point d'interrogation. En juin 2018, il a intitulé son dossier et sa couverture : « Mondialisation, le coup d'arrêt ». Cependant, ce dossier fait essentiellement porter sa critique sur l'« hypermondialisation », donc sur les excès et les effets négatifs de la mondialisation (montée des inégalités, instabilités, crises à répétition, remise en cause de la démocratie par les firmes transnationales ; etc.). De surcroît, le terme même de démondialisation n'a pas été retenu dans ce dossier (il n'est cité qu'une fois). S'il est difficile d'y voir un désaveu ou un rejet, cette omission volontaire augure d'une bifurcation de la critique, au profit de la recherche d'une « autre mondialisation » et de ses voies possibles. Cette évolution de l'analyse doit beaucoup à la montée des critiques d'économistes de renom (dont le Prix Nobel Paul Krugman aux États-Unis), inquiets à juste titre de la montée des populismes et des nationalismes parmi les « perdants » de la mondialisation, qui ont longtemps été les laissés-pour-compte des politiques publiques.

XIX<sup>e</sup> siècles ; années 1980-2000), alternant avec des phases plus ou moins longues de recul ou de stagnation (notamment la crise des années 1930 à la Seconde Guerre mondiale marquée par le retour au protectionnisme ; ou encore la crise des années 1970-1980 faisant suite aux chocs pétroliers de 1973 et de 1979, qui a entraîné une montée spectaculaire du chômage dans les pays développés).

Ainsi remis en perspective, le phénomène de démondialisation tel qu'il est observé actuellement ne serait-il pas plutôt un « trou d'air », une phase de repli transitoire (avec de nombreuses conséquences sur la marche des entreprises et l'attractivité des territoires) avant un retour possible de la croissance (Jean, 2017) ?

## 2 La « démondialisation » : une notion à succès, mais encore floue

Si le processus de mondialisation a fait l'objet de nombreux travaux épistémologiques depuis le début des années 1990, qui ont progressivement convergé vers des éléments de langage communs en sciences humaines et sociales, et tout particulièrement en géographie économique (Dagorn, 1999 et 2008 ; Lévy, 2008 ; Piel, 1999 ; Carroué, 2007 ; Bost, 2012), il n'en va pas de même avec le phénomène dit de « démondialisation », qui reste encore une notion imprécise, ce qui contribue sans doute à son succès dans l'opinion. C'est la raison pour laquelle ce mot n'a pas encore été élevé au rang de concept, ce qui en fragilise la portée.

### 2.1 Aux origines d'une notion controversée

La notion de démondialisation a été popularisée à partir de 2002 par le sociologue et essayiste philippin Walden Bello dans son ouvrage *Deglobalization, Ideas for a New World Economy*, qui a connu un succès mondial. Celui-ci y analyse la crise de la mondialisation et de l'ordre néolibéral des années 1990 (donc bien avant la crise de 2007-2008), ainsi que les dérives d'une économie mal régulée par des institutions d'essence anglo-saxonnes (FMI, Banque mondiale, OMC). Jugées peu transparentes, celles-ci imposeraient selon lui à tous les pays un même modèle de régulation en termes de commerce et d'investissement. W. Bello y dénonce la marginalisation des pays du Sud dans ce système qui n'aurait pas été pensé pour eux. Celui-ci se révèle en effet nuisible à la recherche d'un développement plus respectueux de l'attente des populations, notamment les plus pauvres. L'ouvrage se singularise enfin par ses propositions pour « arrêter », « faire reculer » et « faire dérailler » la libéralisation promue par l'OMC, en vue d'une reconquête du pouvoir au niveau local et national. Il prône la réorganisation des échanges mondiaux afin de mieux les gérer dans le cadre d'une gouvernance économique globale qui ne soit plus seulement au service des grandes entreprises et de la « poussée vers plus de libre-échange » (chapitre 6). Pour résoudre la crise systémique qui déchire le système de gouvernance économique global depuis le début des années 1990 (chapitre 7), l'auteur propose la mise en

œuvre d'une stratégie de déconstruction (très peu détaillée cependant quant à sa réalisation effective), qui est donc au cœur de sa définition programmatique de la démondialisation. Celle-ci vise à réduire le pouvoir des grandes institutions internationales par leur démantèlement, leur neutralisation, ou encore la réduction radicale de leurs pouvoirs par le transfert de leurs activités de prêts et de subventions au développement au profit d'institutions régionales plus appropriées, en contrepartie de leur reconversion dans des missions de surveillance des mouvements de capitaux et des taux d'intérêt.

Quelques années après celui de W. Bello, l'ouvrage de langue française qui a fait le plus parlé de lui sur ce sujet est celui de l'économiste Jacques Sapir. Précisément intitulé *La démondialisation*, il est paru en 2011, soit après la crise financière de 2007-2008. L'auteur y dresse un bilan critique de la mondialisation de l'économie (essentiellement sous les angles financiers et marchands) afin de montrer les voies d'une démondialisation pensée et ordonnée vers « un monde meilleur » qui consacrerait le retour des États au détriment des « marchés omniscients » (p. 9-11). Fait néanmoins révélateur, J. Sapir emploie finalement assez peu le terme de démondialisation (réservé presque exclusivement à la très courte introduction), préférant parler tout au long de son analyse d'un « reflux », d'un « recul » ou d'une « régression » de la mondialisation, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Ce constat suggère que le titre de l'ouvrage aurait très bien pu être une déclinaison de « La mondialisation en crise ». L'ouvrage souffre d'ailleurs d'une absence de définition claire de la démondialisation, au mieux cernée implicitement comme une nouvelle phase de la mondialisation, caractérisée par « l'amorce d'un reflux de la globalisation économique » (Sapir, 2011, 9 et 11).

Depuis quelques années cependant, même s'il continue de faire florès dans l'opinion dans un sens très général, le terme de démondialisation semble marquer le pas dans les débats d'idées, notamment sous l'action des tenants de la mondialisation qui en ont montré les limites, ce qui a contribué à en faire évoluer les contours dans une acception plus consensuelle.

## **2.2 Une notion révisée dans un sens de plus en plus générique**

En réponse aux tenants de la démondialisation, de nombreux spécialistes entendent désormais montrer les insuffisances de ces analyses en s'attaquant directement aux indicateurs mobilisés, ainsi qu'à leur extrapolation hasardeuse (Jean, 2018). Sans nier aucunement les phénomènes de rejet et de contestation politique que suscite la mondialisation depuis les années 1990 auprès des opinions publiques dans beaucoup de pays du monde<sup>7</sup>, ces auteurs entendent en

---

7 Ce rejet s'est notamment cristallisé autour du projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (Transatlantic Trade and Investment Partnership, ou TTIP), qui devait associer les États-Unis et l'Union européenne (soit 45,5 % du PIB mondial) dans une future zone de libre-échange. Lancé en 2013, le plus ambitieux projet de partenariat commercial à l'international jamais entrepris à ce jour a finalement été rejeté par Donald Trump, peu après son arrivée au pouvoir.

effet apporter une interprétation différente allant à l'encontre de « la fin de la mondialisation ».

L'évolution de la croissance du commerce mondial fait tout particulièrement l'objet d'une attention soutenue. Les tenants de la démondialisation fondent en effet en grande partie leur démonstration sur le spectaculaire et récent ralentissement du rythme de la croissance mondiale du commerce des marchandises. Celui-ci a en effet été ramené depuis quelques années au même niveau que celui de la croissance du PIB mondial, soit environ 2,6 %/ an en moyenne pour la période 2010-2016 (OMC, 2017, p. 106), alors que la croissance mondiale du commerce des marchandises avait été en moyenne deux fois plus importante que celle du PIB mondial dans les années 1990-2000, soit autour de 6 %/ an.

Pour autant, les économistes rappellent volontiers que les modèles de la théorie économique n'ont jamais stipulé que la croissance du commerce international se devait d'être plus importante que celle de la croissance du PIB mondial (Jean, 2017, p. 57 et suiv.). Aussi, la période actuelle ne serait finalement qu'une « phase de retour à la normale » (et non un « retour en arrière ») après plus deux décennies d'euphorie dans un contexte géoéconomique et géopolitique absolument exceptionnel (Bost, 2012) : fin de la guerre froide et disparition du bloc soviétique ; avènement de la Chine au premier rang des pays exportateurs mondiaux ; multiplication des zones d'intégration régionale et des accords régionaux de commerce ; montée des pays émergents et apparition de classes moyennes avides de consommation dans ces pays ; enfin approfondissement du processus de division internationale du processus productif (Lassudrie-Duchêne, 1982), mieux connu sous son acronyme de DIIP, à l'origine de la mise en place des chaînes de valeur mondiale (*global value chains*) destinées à optimiser les facteurs de production à l'échelle mondiale (coûts des salaires, qualification de la main-d'œuvre, coût du capital, localisation des matières premières).

Surtout, la notion de démondialisation a beaucoup perdu de son contenu originel pour se confondre essentiellement avec la thématique de la « crise de la mondialisation », élevée de manière plus consensuelle au rang de véritable objet de recherche. Ce constat, partagé largement par ceux qui étudient le processus de mondialisation, accredité alors l'idée que la démondialisation serait davantage à définir comme une phase spécifique de la mondialisation contemporaine, dans sa dimension de repli ou de stagnation.

Surtout, ces travaux reprennent volontiers à leur compte la plupart des faits dénoncés par les tenants de la démondialisation qui n'en ont donc plus le monopole : montée des inégalités au Nord comme au Sud (Piketty, 2013) ; dés-industrialisation des pays développés (Lorenzi, 2014) ; augmentation du chômage (notamment au détriment de la main-d'œuvre peu qualifiée) et fragilisation du salariat (Castel, 1995) ; panne du progrès technique et de l'innovation, mais aussi ralentissement de la productivité (Gordon, 2016) ; déficience de la gouvernance mondiale (cf. Fig. 1).



### 3 La démondialisation, avatar de la mondialisation et de ses excès

S'il est très largement admis que la « fin de la mondialisation » reste encore une hypothèse, faute d'arguments convaincants, il n'en est pas moins vrai que l'économie mondiale apparaît entrée dans une nouvelle ère annonciatrice d'incertitudes, de troubles nouveaux, voire de conflits à venir. Les attaques dont le libre-échange fait directement l'objet depuis quelques années, et à travers lui les entreprises qui l'animent, en fournissent un excellent exemple.

#### 3.1 Montée en puissance des obstacles au libre-échange

C'est fondamentalement l'escalade des mesures protectionnistes entre États après la crise financière de 2007-2008 (augmentation des droits de douane, quotas à l'entrée, taxes antidumping, multiplication des normes environnementales ou sanitaires), qui a commencé à faire parler de l'avènement d'un puissant mouvement de « fermeture » de l'économie mondiale et, partant, de démondialisation. Environ 3 000 opérations de ce type ont été recensées par l'OMC au plus fort de leur mise en œuvre, dont plus de 1 000 à l'égard de la Chine, 700 vis-à-vis de l'Allemagne, 800 contre les États-Unis (selon les rapports annuels du Global Trade Alert). Fin 2017, 2 200 étaient encore actives. Les pays membres du G20 étaient à eux seuls à l'origine de 65 % de ces mesures discriminatoires, tandis que 30 % émanaient des seuls pays du G8, qui profitent notamment des failles réglementaires de l'OMC.

Les différends entre l'Union européenne et la Chine constituent un cas d'école très révélateur de cette situation. Confrontés à une concurrence jugée déloyale et mettant à mal le système productif européen, les pays de l'Union européenne ont choisi de sévir rapidement, en décidant de porter en 2013 le niveau des droits de douane à 47,6 % sur les panneaux solaires et les équipements téléphoniques chinois. Les rétorsions de Pékin vis-à-vis de l'Union européenne n'ont pas tardé. Elles ont porté sur les produits chimiques, les véhicules haut de gamme (Mercedes, Audi, Porsche, Ferrari, Bentley) et les tubes sans soudure (visant expressément le groupe français Vallourec, leader mondial). Au total, l'Union européenne a ainsi mis en œuvre pas moins de 52 procédures anti-dumping à l'encontre de la Chine, surtout en ce qui concerne les aciers, la chimie et la céramique (250 000 emplois en Europe étaient concernés).

Le débat interne à l'Union européenne s'est encore compliqué ces dernières années, car la menace d'un rétablissement insidieux des frontières douanières entre certains pays membres a ressurgi au point d'être prise très au sérieux. Les États se retrouvent en effet en porte-à-faux entre leurs obligations institutionnelles et leurs opinions publiques naturellement plus sensibles aux sirènes du protectionnisme face aux délocalisations et aux fermetures d'usines qui se multiplient.

S'il n'existe encore aucun bilan chiffré, l'OMC estimait cependant que l'incidence de toutes ces mesures protectionnistes sur la dynamique des échanges mondiaux restait encore limitée en 2017, d'autant que dans le même temps se

sont aussi multipliées des mesures destinées à favoriser l'essor des échanges. Mais pour combien de temps encore, si l'on en juge par l'escalade actuelle des mesures discriminatoires entre les États-Unis et la Chine ?

De manière moins technique, mais beaucoup plus symbolique, l'opinion internationale a aussi retenu qu'à six mois d'intervalle seulement, le Royaume-Uni et les États-Unis (soit les deux pays qui ont incarné par excellence la volonté d'ouverture par le libre-échange après la Seconde Guerre mondiale, puis la libéralisation des marchés et la financiarisation de l'économie à partir des années 1980 dans le cadre de la « mondialisation triomphante »), ont entrepris respectivement de se retirer de l'Union européenne et de la marche du monde. Le premier à la suite du résultat du vote en faveur du Brexit (23 juin 2016), qui contraint le Royaume-Uni à négocier – non sans tensions et difficultés – son retrait de l'Union européenne ; le second en affichant depuis l'élection de Donald Trump (8 novembre 2016) son refus du multilatéralisme économique (au profit d'accords bilatéraux classiques sabordant les principes issus des accords du GATT et de l'OMC depuis 1995), de même que des obligations financières et militaires qui incombent à la première puissance de la planète, au motif que ses intérêts immédiats ne sont pas concernés.

### ***3.2 Mondialisation versus démondialisation : deux processus concomitants, mais tirant en sens contraire***

Ainsi, pour beaucoup d'observateurs, la démondialisation renvoie plutôt à une phase nouvelle du processus de mondialisation, marquée par son ralentissement et certaines formes de retour en arrière. Aussi pouvons-nous supposer que, dans l'esprit de ces observateurs, la dynamique d'ouverture de la mondialisation finira par l'emporter, après des prises de conscience, des ajustements et des changements notables, lesquels restent toutefois pour le moment largement incantatoires.

Pour autant, cette perception ne cerne qu'imparfaitement le phénomène de démondialisation. En effet, pour beaucoup d'opposants à la mondialisation et à ses logiques sous-jacentes, mais aussi pour un certain nombre d'observateurs intéressés par les innovations apportées dans les territoires concernés en réponse aux effets déstabilisateurs de la mondialisation, la démondialisation peut aussi s'analyser comme un phénomène concomitant, mais animé par ses propres dynamiques : refus de la mondialisation fondée sur la seule recherche de la croissance et du profit ; refus du rapport capitaliste de prédation à l'égard des ressources ; retour aux circuits courts et priorité donnée aux rapports de proximité ; production locale ; recyclage systématique pour éviter les gaspillages de matières premières ; respect affirmé de l'environnement ; économies d'énergie ; recherche de formes innovantes de développement et de nouveaux types de rapports sociaux entre les acteurs locaux (économie collaborative et du partage ; économie sociale et solidaire). Bien souvent, les territoires concernés par ces démarches novatrices apparaissent éloignés des métropoles globales et autres « territoires gagnants » de la mondialisation qui monopolisent généralement toute l'attention, car la plupart d'entre eux sont par définition hors-jeu ou exclus,

à l'instar des territoires « difficiles » (notamment ruraux) ou « intermédiaires » décrits par Bernard Pecqueur (Pecqueur, 2014). Ils mobilisent aussi d'autres types d'acteurs (PMI-PME, microentreprises, coopératives), et non des firmes transnationales puissantes. Pour autant, nombre de travaux de recherche ont mis en évidence que les grandes villes mondiales sont, elles aussi, des lieux d'expérimentation pour poser les bases d'un autre modèle de développement (Baronnet, 2014).

Le mouvement de démondialisation peut donc s'entendre aussi comme la dynamique secrétée en réaction aux excès de la mondialisation elle-même. En cela, elle s'inscrit dans une logique de refus, dont certaines formes sont néanmoins compatibles avec la perspective de « la mondialisation autrement ». Cependant, c'est dans ses formes extrêmes que la démondialisation génère des processus de fermeture au monde et de repli sur soi (sécessionnisme, repli identitaire, retour à la souveraineté économique et monétaire, fermeture des frontières, protectionnisme).

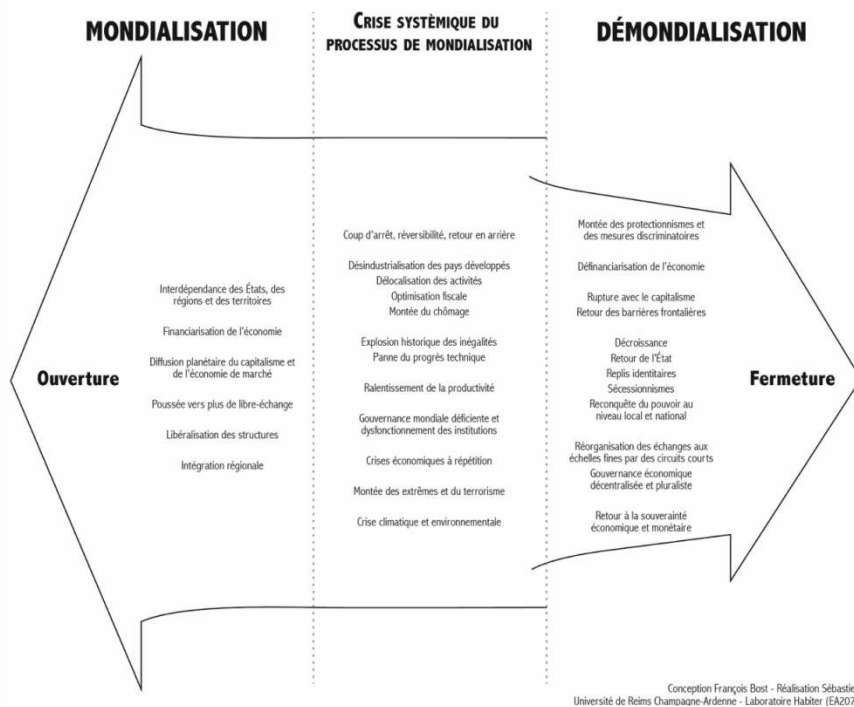
Issue de cette analyse des rapports complexes entre mondialisation et démondialisation, la figure 1 propose une autre lecture de la dynamique économique du monde contemporain, où celle-ci apparaît animée par deux mouvements concomitants, antagonistes et tirant en sens contraire. La taille inégale des flèches rappelle l'asymétrie de leurs dynamiques respectives, la mondialisation continuant malgré tout de tirer l'ensemble (c'est d'ailleurs ce qui permet de penser que la « fin » de la mondialisation n'est pas d'actualité), mais de manière beaucoup plus chaotique et contestée que par le passé. Les principaux vecteurs et moteurs de ces deux forces sont représentés sur ce schéma.

À la fois conséquence des excès de l'hypermondialisation et produit du tiraillement entre ces deux forces, la crise de la mondialisation apparaît au centre de la dynamique d'ensemble. Les facteurs de cette crise, qui ne peuvent plus être niés, sont désormais dénoncés dans un camp comme dans l'autre, ce qui en définitive renforce la prise de conscience générale de la gravité de la situation, mais brouille le discours des partisans de la démondialisation qui ont été parmi les premiers à les identifier.

### ***3.3 Entreprises et territoires, en première ligne face à la crise de la mondialisation***

Pris en tenaille entre mondialisation et démondialisation, entreprises et territoires sont directement touchés par la crise de la mondialisation. Cette dernière n'est certes pas la première à laquelle ceux-ci se trouvent confrontés (Cohen, 2010, 2013 et 2014). Mais son ampleur et la diversité de ses répercussions sont tout à fait inédites, même si celles-ci peuvent être très différentes selon les cas et les secteurs d'activité.

Loin de rester tétanisées par les événements, la plupart des entreprises n'ont eu de cesse de renforcer leur compétitivité (internationalisation de leurs activités via des délocalisations ; relocalisations de certaines de leurs activités dans les territoires d'origine ; abandon de secteurs déclinants ; investissement tous azimuts



**Fig. 1** La dynamique économique du monde contemporain, entre ouverture et fermeture.  
*The economic dynamism of the contemporary world, between opening up and closing off.*

dans l'innovation) afin de s'adapter aux attermoissements de la mondialisation pour des raisons évidentes de survie (« s'adapter ou périr ! »).

Ce changement de contexte a profondément influencé la façon dont la géographie économique s'est emparée de nouveaux objets de recherche très porteurs. Longtemps parents pauvres des analyses, les entreprises (et les entrepreneurs), mais aussi leurs stratégies et leurs jeux d'acteurs, sont ainsi devenus des objets d'étude à part entière, alors que dans les années 1980 les approches restaient encore essentiellement sectorielles. L'étude de leurs stratégies spatiales s'est aussi profondément enrichie. Longtemps focalisée sur les choix de localisation des sites de production, qui étaient fondamentalement conditionnés par les coûts de la main-d'œuvre et de transport, la discipline s'est de plus en plus intéressée à partir des années 2000 à l'analyse de la réorganisation des activités à l'échelle mondiale sous la forme de réseaux souples et adaptables aux changements, ainsi qu'à ses modélisations (Dicken, 2003 et 2004 ; Bost, 2006 et 2012 ; Rozemblat, 2007 ; Messaoudi, 2012).

Les analyses de la crise de la mondialisation, de même que celles des transformations engendrées par ce nouveau contexte se sont aussi multipliées en

géographie économique, ce qui s'est traduit par un net regain d'intérêt pour les problématiques proprement industrielles, en particulier autour de la question des mutations des systèmes productifs (principalement dans le cas français) en réponse notamment à la désindustrialisation des pays développés. Si la désindustrialisation des territoires et les délocalisations d'activités ont d'abord monopolisé l'attention, il est heureux de constater que depuis 2012-2013 les analyses fondées sur les cas concrets de réindustrialisation des territoires et de relocalisation – partielles – des activités se sont multipliées concernant le cas de la France.

Soucieux de renforcer ou de réinventer leur attractivité, beaucoup de territoires plus ou moins ancrés dans la mondialisation ont entrepris concomitamment de se mettre au diapason des évolutions du monde, par l'entremise des nouvelles dynamiques issues de la « territorialisation » de l'économie (Talandier et Pecqueur, 2018), en faisant valoir leurs avantages compétitifs (Saxenian, 1994) et différenciatifs (Pecqueur, 2006). Ancrés ou non dans la mondialisation, les territoires se retrouvent en effet face à un double impératif. Dans un contexte d'hyperconcurrence entre les territoires, ils doivent attirer de nouvelles activités sur leur sol (approche offensive), donc renforcer encore leur attractivité et leur compétitivité. Ils doivent également batailler pour maintenir leur attractivité (approche défensive), surtout pour les plus fragiles d'entre eux (souvent déjà en proie à la désindustrialisation), afin de retenir les entreprises et les activités susceptibles de les quitter, par externalisation, transfert ou délocalisation de leurs activités.

De nombreux travaux empiriques et théoriques leur ont déjà été consacrés, appuyés sur des cas d'école emblématiques, comme en témoigne la liste des concepts imaginés successivement pour rendre compte de la variété des formes de leur adaptation : districts industriels (G. Becattini) et systèmes productifs locaux (DATAR), agglomérations industrielles (M. Storper), technopôles et technopoles (G. Benko, A. Scott), milieux innovateurs (P. Aydalot, R. Camagni), lieux aimants (A. Markusen), *clusters* (M. Porter) et autres pôles de compétitivité.

Que nous disent les évolutions des stratégies des entreprises (petites ou grandes) sur la crise de la mondialisation contemporaine et, partant sur le phénomène de démondialisation ? Quelles sont leurs nouvelles attentes et exigences en matière d'implantation à l'international ? Comment intègrent-elles dans leur réorganisation spatiale les nouvelles formes d'incertitudes et de risques inhérentes à la démondialisation ? À quels nouveaux défis organisationnels et spatiaux sont-elles confrontées ? Qu'en est-il de leurs nouvelles stratégies d'investissement, de délocalisation et de relocalisation de leurs activités ?

Comment en retour les territoires sont-ils impactés par ces changements profonds issus de la montée de la démondialisation ? Comment se singularisent-ils pour développer leur attractivité et renforcer leur compétitivité ? Quels sont les exemples de territoires pouvant être élevés au rang de cas d'école ? Les questions sont multiples et le champ des investigations est immense.

## 4 Conclusion

Intitulé précisément « Entreprises et territoires à l'épreuve de la démondialisation », ce numéro thématique des *Annales de géographie* entend ouvrir le débat sur ce sujet encore non abordé en géographie économique, sous le double angle des effets de la crise de la mondialisation et des conséquences du phénomène controversé de la démondialisation. Cette ambition s'est révélée appropriée, comme le reflètent les articles variés qui ont été retenus.

Deux types d'approches se dégagent *a posteriori*. Les plus nombreuses abordent ces questions à partir de territoires spécifiques (principalement en France), soit fortement inscrits dans la mondialisation, mais soucieux de garder leur attractivité et leur compétitivité, soit profondément en crise, mais attelé à leur totale transformation. Un second type d'approche, plus théorique et général, privilégie l'analyse des facteurs de mobilité des entreprises et du travail à l'international, et l'analyse des facteurs géographiques de l'ancrage territorial des activités.

L'article d'Alexandre Grondeau (« La compétitivité des territoires de l'innovation confrontés aux crises et à la démondialisation : le cas de Sophia-Antipolis ») développe l'exemple emblématique d'un territoire bien ancré dans la mondialisation, qui est par ailleurs le plus important technopôle européen. Pour autant, ses différents acteurs ont su s'atteler aux bouleversements contemporains en adoptant avec succès différents types de stratégies pour résister aux crises économiques et technologiques de ces quarante dernières années.

Jérôme Verny (« La blockchain au service de l'amélioration de la compétitivité des entreprises et de l'attractivité des territoires. Application à la filière pharmaceutique de la vallée de la Seine ») développe un exemple original et encore peu étudié, celui d'une filière très dynamique qui a profondément renouvelé (à la faveur de la mondialisation) le tissu industriel d'une région anciennement marquée par l'industrie lourde. Là encore, c'est le souci d'adaptation permanent et l'investissement dans l'innovation qui ont permis à cette filière de résister aux crises multiformes, notamment au travers d'une stratégie logistique très offensive qui a permis de rénover ses chaînes d'approvisionnement (*supply chain*) grâce à la révolution numérique (*blockchain*).

Le cas d'école choisi par Marjolaine Gros-Balthazard (« La chaussure à Romans-sur-Isère : de la capitale internationale à la renaissance territorialisée ») présente l'exemple d'un territoire longtemps mono-industriel qui a été frappé de plein fouet par la désindustrialisation et le chômage. Voué à disparaître, celui-ci a néanmoins fait le pari de sa renaissance par la territorialisation de son tissu productif, mais sur des bases bien différentes. Sans se penser ni se construire en opposition à la mondialisation, ce territoire a su imaginer à travers les entreprises qui l'animent un nouveau modèle économique tant dans la production, la distribution que l'organisation.

Thomas Zanetti (« Réflexion sur le capitalisme territorial : ancrage et domination de Michelin à Clermont-Ferrand ») développe l'exemple d'une firme

transnationale de premier plan qui se singularise par le maintien d'un fort ancrage territorial dans son bastion originel, alors que la plupart de ses concurrents ont fait le choix du « nomadisme » sous l'effet de la financiarisation de l'économie mondiale. L'article avance l'hypothèse de la pertinence d'un nouveau régime d'accumulation (celui du capitalisme territorial) dans un contexte de mondialisation marqué par l'incertitude. Ce modèle, qui témoigne de la forte responsabilité territoriale du numéro deux mondial des pneumatiques, présente l'originalité de dépasser la contradiction classique entre ancrage et nomadisme des firmes, tout en permettant de perpétuer la domination territoriale du capital.

Dans son article (« Tech City : Myths of Silicon Valley and Globalization »), Richard Walker discute des multiples dimensions « mythiques » de la *Silicon Valley*, qui incarne par excellence l'innovation technologique et managériale, l'entrepreneuriat, la réussite individuelle, un art de vivre d'exception. Il rappelle toutefois que derrière cette *success story* se cachent les travers du capitalisme contemporain : utilisation mercantile sans vergogne de la créativité, exploitation éhontée de la main-d'œuvre, inégalités de revenus abyssales. Cependant, ce texte n'est pas une simple étude de cas. R. Walker propose en effet une lecture théorique des logiques qui animent un capitalisme industriel qui ne peut se concevoir désormais qu'à l'échelle globale. En insistant sur les mécanismes internes de ce *cluster* et sur les liens qui unissent ce territoire à d'autres territoires à travers le monde, il rappelle que la région urbaine de San Francisco est l'un des piliers majeurs de la mondialisation.

L'article de Dalila Messaoudi (« Entreprises et territoires : entre délocalisations et relocalisations d'activités de production ») aborde la question de la mobilité des entreprises et de leurs activités dans le cas français. Celle-ci suscite de nombreuses inquiétudes, mais aussi depuis peu certains espoirs. Les délocalisations sont en effet l'une des causes de la crise économique et de la désindustrialisation en France, et leur dénonciation constitue l'un des éléments forts du discours des tenants de la démondialisation. Pour autant, c'est aussi en réaction à cette crise qu'est apparu un mouvement de relocalisation d'activités dans les bassins d'emplois originels qui pourrait bien prendre de l'ampleur dans un prochain avenir en raison de l'apparition d'opportunités nouvelles.

Dans leur article (« La French Tech : une nouvelle forme de mobilisation des territoires pour faire face à la compétition mondiale ? »), Sébastien Bourdin et Fabien Nadou étudient pour leur part l'initiative French Tech lancée en France en 2013 dans le but de fédérer, par le biais d'une labellisation, l'écosystème foisonnant des *start-ups* françaises. Son objectif est de faire émerger des entreprises innovantes, mais aussi capables de générer du développement économique et de l'emploi dans des territoires métropolitains aux prises avec une mondialisation exigeant des comportements agiles. Par la mobilisation de la théorie de la proximité, les auteurs analysent quels sont les intérêts pour les entreprises et les territoires labélisés d'intégrer la French Tech.

L'article d'Allen J. Scott et de Frédéric Leriche (« Division du travail, développement spatial et le nouvel ordre économique mondial ») est un texte essentiellement théorique. Ce texte place la notion de division du travail, initialement proposée par Adam Smith, au cœur de l'analyse des dynamiques fonctionnelles, mais aussi spatiales du capitalisme industriel. La mondialisation économique y est appréhendée comme étant une lame de fond historique dont les soubresauts, à l'instar de l'actuelle « démondialisation », qui n'en est que le dernier avatar, ne sauraient remettre en question les ressorts structurels. En discutant des mutations récentes de « l'ordre économique mondial », l'un des intérêts de ce texte est de montrer comment ces ressorts structurels de la mondialisation sont étroitement articulés à une division internationale du travail toujours plus fine et aboutie.

---

Université de Reims Champagne-Ardenne  
Laboratoire Habiter EA 2076  
UFR Lettres et Sciences Humaines  
57, rue Pierre Taittinger  
51096 Reims Cedex  
francois.bost@univ-reims.fr

---

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines  
UFR des Sciences Sociales  
Laboratoire CEMOTEV (EA 4457)  
47, boulevard Vauban  
78047 Guyancourt Cedex  
frederic.leriche@uvsq.fr

## Bibliographie

- Aglietta M. (2008), *La crise. Pourquoi en est-on arrivé là ? Comment en sortir ?* Paris, Michelon, 121 p.
- Amelon J.-L., Cardebat J.-M. (2010), *Les nouveaux défis de l'internationalisation. Quel développement international pour les entreprises après la crise ?*, Bruxelles, De Boeck, 430 p.
- Artus P., Virard M.-P. (2018), *Et si les salariés se révoltaient*, Paris, Fayard, 176 p.
- Artus P., Virard M.-P. (2012), *La France sans ses usines*, Paris, Fayard, 171 p.
- Artus P., Virard M.-P. (2008), *Globalisation. Le pire est à venir*, Paris, La découverte, 154 p.
- Artus P., Virard M.-P. (2007), *Le capitalisme est en train de s'autodétruire*, Paris, La Découverte, 142 p.
- Askenazy P. (2012), « Faut-il craindre la désindustrialisation ? », *Problèmes économiques*, n° 3040, p. 35-40.
- Asselain J.-C. (2012), « Les caractéristiques de l'économie française : évolution depuis un demi-siècle », in *Problèmes économiques*, septembre 2012, La documentation française, p. 5-15.
- Balaresque N. (dir.) (2017), *La mondialisation contemporaine. Rapports de force et enjeux*, Paris, Nathan, 383 p.
- Baronnet S. (2014), *Les politiques de développement durable, le défi urbain. Étude comparative des villes de New York, Chicago, Los Angeles et Paris*, Université Paris 4, Thèse de doctorat de III<sup>e</sup> cycle en Anglais, 568 p.
- Baudelle G., Fache J. (2014), *Les mutations des systèmes productifs en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 373 p.



- Beaud M. (2000), *Le basculement du monde*, Paris, La Découverte, 300 p.
- Bello W. (2011), *La démondialisation*, Paris, Le Serpent à Plumes, 283 p.
- Berger S. (2006), *Made in Monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale*, Paris, Seuil, 356 p.
- Bernier A. (2016), *La démondialisation, ou le chaos. Démondialiser, décroître et coopérer*, Paris, Les Éditions Utopia, 154 p.
- Bost F., Rosière S. (2018), Crises et mutations contemporaines : approches géopolitiques et géoéconomiques, *L'Espace politique*, n° 34, <https://journals.openedition.org/espacepolitique/4543>
- Bost F., Messaoudi D. (2017), La désindustrialisation : quelles réalités dans le cas français ? *Revue de géographie de l'Est (RGE)*, numéro spécial sous la direction de F. Bost.
- URL : <http://journals.openedition.org/rge/6333>
- Bost F. (2015), *La France : mutations des systèmes productifs*, Paris, A. Colin, 256 p.
- Bost F. (2015), « Les relocalisations industrielles en France, Enjeux, limites et opportunités nouvelles », décembre 2015, *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, p. 480-494.
- Bost F. (2013), « Les pays développés à l'épreuve de la désindustrialisation », *Images économiques du monde 2014*, Paris, A. Colin, p. 9-26.
- Bost F. (2012), *Entreprises et territoires à l'épreuve de la mondialisation de l'économie*, Université de Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, Habilitation à diriger des recherches, tome II, 369 p.
- Bost F. (2006), « Entreprises, échelles et territoires face à la mondialisation », In Carroué L. (dir), *La Mondialisation*, Paris, SEDES, p. 143-178.
- Bost F. (2002), « La localisation des activités économiques », In Charvet J.-P. et Sivignon M., *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain*, Paris, A. Colin, p. 221- 254.
- Bouba-Olga O. (2006), *Les nouvelles géographies du capitalisme. Comprendre et maîtriser les délocalisations*, Paris, Seuil, 240 p.
- Boyer R. (2010), « La crise, analyseur de l'économie mondiale et de ses théorisations », *Géopolitique*, juillet 2010, p. 33-45.
- Braudel F. (1985), *La dynamique du capitalisme*, Paris, Gallimard, 121 p.
- Braudel F. (1976), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. Le temps du monde (tome III)*, Paris, A. Colin, 606 p.
- Carles J. (2014), *Délocaliser ou relocaliser. Quels enjeux pour les entreprises ?*, Paris, Eyrolles, 186 p.
- Castel R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 490 p.
- Carroué L. (2018), *Atlas de la mondialisation. Une seule terre, des mondes*, Paris, Autrement, 95 p.
- Carroué L. (2012), « Crises et basculements des équilibres mondiaux : l'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle », *Images économique du monde 2013*, Paris, A. Colin, p. 8-27.
- Carroué L. (2002), *Géographie de la mondialisation*, Paris, A. Colin, 254 p.
- Colletis G. (2012), *L'urgence industrielle*, Paris, Le bord de l'eau, 200 p.
- Cohen D. (2004), *La mondialisation et ses ennemis*, Paris, Pluriel, 263 p.
- Cohen E., Buigues P.-A. (2014), *Le décrochage industriel*, Paris, Fayard, 439 p.
- Cohen E. (2013), *Crise ou changement de modèle ?*, Paris, La documentation française, 106 p.
- Cohen E. (2010), *Penser la crise*, Paris, Fayard, 430 p.
- Colle D. (2009), *D'un protectionnisme l'autre : la fin de la mondialisation ? Rapport Anteios 2010*, Paris, PUF, 342 p.
- Davezies L. (2012), *La crise qui vient*, Paris, Seuil, 128 p.

- Dicken P. (2004), « Geographers and globalization : (yet) another missed boat », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 29 (1), p. 5-26.
- Dicken P., MalMBER A. (2003), « Firms in Territories : A Relational Perspective », *Economic Geography*, p. 345-363.
- Dicken P. (2003), *Global Shift : Reshaping the Global Economic Map in the 21st Century* (4<sup>e</sup> édition), London, Sage, 632 p.
- Dockes P. (dir.) (2002), *Ordre et désordres dans l'économie monde*, Paris, PUF, 550 p.
- Dollfus O. (1994), *L'Espace Monde*, Paris, Économica, 111 p.
- Dunning J.H. (2002), *Regions, Globalization and the knowledge-based economy*, Oxford, Oxford University Press, 506 p.
- Dunning J.H., Sarriana M. (2002), *Multinational enterprises and the Global Economy* (2<sup>e</sup> édition), Northampton, Edward Elgar Publishing Limited, 891 p.
- Fourquet F. (2018), *Penser la longue durée*, Paris, La Découverte, 322 p.
- Gallois L. (2012), *Pacte pour la compétitivité de l'industrie française*, Paris, La documentation Française, 67 p.
- Giraud, P.-N., Weil T. (2013), *L'industrie française décroche-t-elle ?* Paris, La documentation Française, 190 p.
- Godet M, Durance P., Mousli M. (2010), *Libérer l'innovation dans les territoires*, Paris, La documentation Française, 172 p.
- Gordon R. (2016), *The Rise and Fall of American Growth. The US Standard of Living since the Civil War*, Princeton, Princeton University Press, coll. « The Princeton Economic History of the Western World », 768 p.
- Grasland C., Van Hamme G. (2010), « La relocalisation des activités industrielles : une approche centre-périphérie des dynamiques mondiale et européenne », *L'Espace Géographique*, 1, p. 1-19.
- Gralatou C. (2007), *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, Paris, A. Colin, 288 p.
- Guillochon B., (2001), *Le protectionnisme*, Paris, La Découverte, 128 p.
- Hammes T.X. (2018), *Deglobalization : the Fragmenting World and the Impact on International Security*, Naval Institute Press, 320 p.
- Jean S. (2018), « La démondialisation n'aura pas lieu », *In CEPII, L'économie mondiale 2018*, Paris, La Découverte, p. 64-71.
- Jones G. (2010), *Multinational Strategies and Developing Countries in Historical Perspective*, Harvard Business School, Working Paper n° 1076, 58 p.
- Krugman P. R. (1996), *La mondialisation n'est pas coupable*, Paris, La Découverte, 218 p.
- Laïdi A. (2015), « La guerre économique : une réalité... malgré le déni ! L'éternel drame des grandes puissances », *Diplomatie, Les grands dossiers*, décembre-2014-janvier 2015, p. 8-13.
- Lamy P., Gnesotto N., Baer J.-M. (2017), *Où va le monde ? Le marché ou la force*, Paris O. Jacob, 235 p.
- Lassudrie-Duchêne B. (1982), « Décomposition internationale des processus productifs et autonomie nationale », *In Bourguinat H. (éd.), Internationalisation et autonomie de décision*, Paris, Économica, p. 45-56.
- Latouche S. (2006), *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 312 p.
- Leriche F., Daviet S. (2015), « Économie culturelle et créative : spécificités et atouts du modèle européen », *in Liefvooghe Christine (éd.), L'économie créatives et ses territoires, enjeux et débats*, Presses Universitaires de Rennes, Collection « Espace et territoires », Rennes, p. 27-42.

- Leriche F., (2011), « Facteurs de mobilité ou mobilité des facteurs (de production) ? La mise en scène urbaine du capitalisme américain », *Miranda*, [en ligne], n° 5. [http://www.miranda-journal.eu/1/miranda/article.xsp?numero=5&id\\_article=Article\\_06-1005](http://www.miranda-journal.eu/1/miranda/article.xsp?numero=5&id_article=Article_06-1005)
- Leriche F., Daviet S. (2009), « Innovation et politiques industrielles : approche comparative France/États-Unis », in Kharaba Ivan, Dalmasso Anne, Mioche Philippe et Woronoff Denis (éd.), *Politiques industrielles d'hier et d'aujourd'hui, en France et en Europe*, Éditions Universitaires de Dijon, Dijon, p. 213-226.
- Leriche F., Zuliani Jean-Marc (2007), « L'industrie aéronautique toulousaine et la déplétion pétrolière : quelles perspectives ? », *Géographie, Économie, Société*, vol 9/1, p. 19-38.
- Lévy J. (dir.) (2008), *L'invention du monde*, Paris, Presses de Sciences-Po, 403 p.
- Lévy J. (2007), « La mondialisation : un événement géographique », *L'information géographique*, n° 2, p. 6-31.
- Lorenzi J.-H., Berrebi M. (2014), *Un monde de violences. L'économie mondiale 2015-2030*, Paris, Eyrolles, 229 p.
- Lorenzi J.-H. (2014), « Le choc de la désindustrialisation », In Lorenzi J.-H., *Un monde de violences. L'économie mondiale, 2015-2013*, Paris, Eyrolles, p. 109-145.
- Martin, D., Metzger J.-L., Pierre P. (2003), *Les métamorphoses du monde. Sociologie de la mondialisation*, Paris, Seuil, 436 p.
- Maalouf A. (2009), *Le dérèglement du monde*, Paris, Grasset, 318 p.
- Maddison A. (2005), *The world economy : a millennial perspective*, Paris, OCDE, 388 p.
- Manzagol C. (2003), *La mondialisation. Données, mécanismes et enjeux*, Paris, A. Colin, 191 p.
- Messaoudi D. (2012), *Les enjeux géoéconomiques, industriels et territoriaux de la délocalisation des entreprises Françaises*, Paris-Ouest-Nanterre La Défense, Thèse de doctorat de III<sup>e</sup> cycle en géographie, 459 p.
- Michaël C.-A. (2007), *Mondialisation, la grande rupture*, Paris, La Découverte, 166 p.
- Michaël C.-A. (2002), *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, Paris, La Découverte, 211 p.
- Moreau Defarges P. (2018), *La tentation du repli. Mondialisation, démondialisation (XV<sup>e</sup> -XXI<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Odile Jacob, 245 p.
- Mouhoub E.M. (2011), « Territoires et localisation des activités. Vers une relocalisation des activités industrielles ? », *Les Cahiers français*, La Documentation française, n° 365, p. 44-49.
- Mouhoub E.M. (2013), *Mondialisation et délocalisation des entreprises*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 128 p.
- Mouhoub E.M. (2013), « Théories et réalités des relocalisations dans l'industrie et les services », In W. Andreff (dir.), *La mondialisation, stade suprême du capitalisme*, p. 329-346.
- Mucchielli J.-L. (2008), *La mondialisation. Chocs et mesure*, Paris, Hachette, 159 p.
- Nesta L. (2010), « Désindustrialisation ou mutation industrielle ? », *Économie et statistique*, n° 438-440, p. 297-301.
- OMC (2017), *L'examen statistique du commerce mondial*, Genève, 187 p. [https://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/wts2017\\_f/wts2017\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2017_f/wts2017_f.pdf)
- Paillard C.-A. (2015), *Les nouvelles guerres économiques*, Paris, Éditions Ophrys, 640 p.
- Pecqueur B. (2014), *Le développement territorial : une réponse émergente à la mondialisation*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 268 p.
- Pecqueur. B (2006), « Le tournant territorial de l'économie globale », *Espaces et sociétés*, 1 n° 124-125, p. 17 à 32.
- Piketty T. (2013), *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, Coll. « Les livres du nouveau monde », 970 p.
- Plihon D. (2009), *Le nouveau capitalisme*, Paris, La Découverte, 124 p.

- Porter M. (1990), *The Competitive advantage of nations*, The Free Press, New York, 896 p.
- Porter, M. (1995), « The competitive advantage of the inner city », *Harvard business review*, vol. 73, n° 3, p. 55-71.
- Porter, M. (1998), « Clusters and the new economics of competition », *Harvard Business Review*, vol. 76, No. 6, p. 77-90.
- Poupard G., Tanguy P. (2012), « Les territoires français face à la crise. Des divergences territoriales croissantes », *Population & avenir*, n° 707, mars-avril, p. 6.
- Raghuram R. (2013), *Crise au-delà de l'économie*, Paris, Le Pommier, 496 p.
- Rainelli M. (1999), *Les stratégies des entreprises face à la mondialisation*, Paris, Éditions EMS, 111 p.
- Saint-Étienne C. (2013), *L'Iconomie pour sortir de la crise*, Paris, O. Jacob, 168 p.
- Rodrik D. (2011), *The Globalization Paradox. Why global markets, States, and democracy can't coexist*, Oxford University Press, 368 p.
- Rodrik D. (1997), *Has globalization gone too far ?* Institute for Advanced Study, 128 p.
- Rozemblat C. (2007), « Les entreprises multinationales : un processus urbain dans un environnement international et transnational », *L'information géographique*, n° 2, p. 43-66.
- Sapir J. (2011), *La démondialisation*, Seuil, 256 p.
- Saxenian AL. (1994), *Regional advantage : culture and competition in Silicon Valley and Route 128*. Ed. Harvard, 240 p.
- Sauvin T. (2015), *Entreprises et territoires. Des liaisons dangereuses ?* Paris, 221 p.
- Scott A. J. (2001), *Les régions et l'économie mondiale*, Paris, L'Harmattan, 187 p
- Scott A. J. (1990), « The technopoles of southern California », *Environment and Planning A*, vol. 22, n° 12, p. 1575-1605.
- Stiglitz J. (2006), *Un autre monde : contre le fanatisme du marché*, Paris, Fayard, 442 p.
- Stiglitz J. (2003), *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, Fayard, 416 p.
- Stiglitz J. (2002), *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, 324 p.
- Talendier M., Pecqueur B. (2018), *Renouveler la géographie économique*, Paris, Économica, 296 p.
- Veltz P. (2017), *La société hyper-industrielle. Le nouveau capitalisme productif*, Paris, Seuil, 120 p.
- Veltz P., Weil T. (dir) (2015), *L'industrie, notre avenir*, Paris, Eyrolles, 343 p.
- Veltz P., (2008), *La grande transition. La France dans le monde qui vient*, Paris, Seuil, 259 p.
- Veltz P. (2005), *Mondialisation, villes et territoires*, Paris, PUF, 288 p.